

Art. 2 - Der für die Volksgesundheit zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 20. Juni 2021

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Volksgesundheit
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/46236]

2 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal relatif aux modalités d’octroi des subsides annuels pour les associations qui luttent pour l’égalité des genres en ce qui concerne les matières relevant de la compétence de l’autorité fédérale

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l’Etat fédéral, notamment les articles 121 à 124 ;

Vu la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;

Vu la loi du 16 décembre 2002 portant création de l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes ;

Vu la loi du 22 juin 2023, portant modification de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes en vertu de laquelle un arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, fixe les modalités d’agrément et de subventionnement par l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes des associations qui luttent pour l’égalité des genres ;

Vu l’arrêté royal du 20 mai 2022 relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion ;

Vu l’avis de l’Inspectrice des Finances, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu l’accord de la Secrétaire d’Etat au Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu la demande d’avis dans un délai de trente jours, prorogé de quinze jours, adressée au Conseil d’Etat le 26 juillet 2023, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai ;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l’analyse d’impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Considérant que, conformément à la loi du 22 juin 2023 portant modification de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, il convient de permettre aux associations qui luttent pour l’égalité des genres de remplir leur mission et de poursuivre leur travail en leur assurant un soutien financier ;

Considérant le travail important opéré par les associations qui luttent pour l’égalité des genres en ce qui concerne les dossiers en lien avec la politique fédérale de lutte pour l’égalité des genres ;

Considérant qu’il est nécessaire de rationaliser l’octroi de subsides annuels aux associations qui luttent pour l’égalité des genres en organisant tous les cinq ans une procédure d’agrément valable également pour une période de cinq ans ;

Considérant que si cet agrément permet à une association qui lutte pour l’égalité des genres d’être éligible pour être subventionnée au niveau fédéral, elle ne constitue en aucune manière une garantie de recevoir un subside annuel déterminé, ce dernier continuant d’être octroyé sur demande annuelle et sur la base du budget général des dépenses pour chaque année de la période d’agrément ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/46236]

2 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit betreffende de modaliteiten voor de toekenning van jaarlijkse subsidies aan verenigingen die strijden voor gendergelijkheid voor wat betreft de materies die behoren tot de bevoegdheid van de federale overheid

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, inzonderheid op de artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;

Gelet op de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;

Gelet op de wet van 22 juni 2023, houdende wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, krachtens welke een in de ministerraad beraadslaagd koninklijk besluit de erkennings- en subsidiëringsmodaliteiten door het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen vaststelt van de verenigingen die strijden voor de gendergelijkheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole;

Gelet op het advies van de Inspectrice van Financiën, gegeven op 7 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 13 juli 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, verlengd met vijftien dagen, die op 26 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat, overeenkomstig de wet van 22 juni 2023 tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, de verenigingen die strijden voor gendergelijkheid in staat moeten worden gesteld om hun opdracht te vervullen en hun werk voort te zetten door hun financiële steun te bieden;

Overwegende het belangrijke werk verricht door verenigingen die strijden voor gendergelijkheid wat betreft de dossiers die verband houden met het federaal beleid inzake de strijd voor gendergelijkheid;

Overwegende dat de toekenning van jaarlijkse subsidies aan verenigingen die strijden voor gendergelijkheid moet worden gestroomlijnd door om de vijf jaar een erkenningsprocedure op te zetten die eveneens geldig is voor een periode van vijf jaar;

Overwegende dat die erkenning een vereniging die strijdt voor gendergelijkheid dan wel de mogelijkheid biedt om in aanmerking te komen voor een subsidie op federaal niveau, ze geenszins een garantie op een bepaalde jaarlijkse subsidie inhoudt, en dat die subsidie verder zal worden toegekend op basis van een jaarlijkse aanvraag en van de algemene uitgavenbegroting voor elk jaar van de periode van erkenning;

Considérant le rôle légal de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes d'organiser le soutien aux associations actives en matière d'égalité des genres ou les projets ayant pour finalité la réalisation de l'égalité des genres ;

Sur la proposition de la Secrétaire d'État à l'Égalité des Genres, à l'Égalité des Chances et à la Diversité, adjointe au Ministre de la Mobilité, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « ministre » : le ou la ministre ou le ou la secrétaire d'état qui a l'égalité des genres dans ses attributions ;

2° « politique fédérale de lutte pour l'égalité des genres » : les actions entreprises au niveau fédéral pour promouvoir l'égalité des genres et pour lutter contre toute discrimination et inégalité fondée sur le sexe, la grossesse, la procréation médicalement assistée, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, les responsabilités familiales, l'identité de genre, l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et le changement de sexe dans les matières visées à l'article 5 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;

3° « associations qui luttent pour l'égalité des genres » : associations dont l'objet est de lutter pour l'égalité des femmes et des hommes ou de l'égalité des genres, ou de combattre toute forme de discrimination et d'inégalité basée sur un critère protégé par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;

4° « Institut » : l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, tel que visé par la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ;

5° « coalition » : un regroupement d'associations qui a pour objectif de rassembler des savoirs et de développer une meilleure expertise sur des thématiques relevant de la compétence de l'autorité fédérale, géré par une association agréée pour cette mission ;

6° « groupes cibles » : groupes visés par les critères protégés prévus dans la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;

7° « programme stratégique » : un plan dans lequel l'organisation qui demande l'agrément décrit en termes généraux comment elle entend remplir la mission pour laquelle elle demande l'agrément au cours du cycle d'agrément de cinq ans ;

8° « programme de travail » : un plan dans lequel l'organisation agréée décrit les actions concrètes qu'elle entreprendra au cours de l'année à venir pour remplir la mission pour laquelle elle a été agréée ;

9° « demandeur » : une association qui lutte pour l'égalité des genres et qui demande l'agrément pour une mission visée par cet arrêté royal.

CHAPITRE 2. — Agrément

Art. 2. § 1^{er}. L'Institut agréé des associations qui luttent pour l'égalité des genres en vue d'accomplir les missions visées aux articles 4 à 8 en ce qui concerne les matières relevant de la compétence de l'autorité fédérale.

Une association peut recevoir maximum un agrément visé par ce chapitre.

Les associations qui ont obtenu cet agrément peuvent déposer annuellement auprès de l'Institut une demande de subventionnement en vue de l'accomplissement des missions pour lesquelles elles ont obtenu un agrément, selon les modalités du présent arrêté.

L'agrément est valable cinq ans.

§ 2. L'Institut lance un appel à candidatures afin d'informer les candidats potentiels sur la procédure d'agrément.

Cet appel est lancé tous les cinq ans, ce qui correspond à un cycle d'agrément.

Le premier cycle d'agrément commence le 1^{er} janvier 2024 et se termine le 31 décembre 2028.

L'Institut lance l'appel à candidatures au plus tard six mois avant le début du cycle d'agrément concerné.

Art. 3. Pour pouvoir recevoir l'agrément, le demandeur doit remplir cumulativement les conditions générales suivantes :

1° être une association constituée sous la forme d'une association belge sans but lucratif conformément au Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019 ;

Gezien de huidige rol van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen bij het organiseren van ondersteuning aan de verenigingen die actief zijn op het vlak van gendergelijkheid, of voor projecten tot bevordering van gendergelijkheid;

Op de voordracht van de Staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit, toegevoegd aan de Minister van Mobiliteit, en op het advies van de in de Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "minister": de minister of staatssecretaris die bevoegd is voor gendergelijkheid;

2° "federaal beleid van strijd voor de gendergelijkheid": de op federaal niveau ondernomen acties ter bevordering van de gendergelijkheid en ter bestrijding van elke discriminatie en ongelijkheid op grond van het geslacht, de zwangerschap, de medisch begeleide voortplanting, de bevalling, het geven van borstvoeding, het moederschap, de gezinsverantwoordelijkheden, de genderidentiteit, de genderexpressie, de geslachtskenmerken en de geslachtsverandering in de aangelegenheden bedoeld in artikel 5 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen;

3° "verenigingen die strijden voor de gendergelijkheid": verenigingen met als doel te strijden voor de gelijkheid van vrouwen en mannen of de gendergelijkheid, of elke vorm van discriminatie en ongelijkheid op basis van een door de wet van 10 mei 2007 beschermd criterium ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen bestrijden;

4° "Instituut": het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, zoals bedoeld door de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;

5° "coalitie": een samenwerkingsverband van verenigingen met het doel kennis te verzamelen en een betere expertise te ontwikkelen voor thematieken onder de bevoegdheid van de federale overheid, beheerd door een voor deze opdracht erkende vereniging;

6° "doelgroepen": groepen die vallen onder de beschermde criteria van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van de discriminatie tussen vrouwen en mannen;

7° "strategisch programma": een plan waarin de organisatie die de erkenning aanvraagt in algemene termen beschrijft hoe zij in de loop van de vijfjarige erkenningscyclus de opdracht waarvoor zij de erkenning aanvraagt, wil vervullen;

8° "werkprogramma": een plan waarin de erkende organisatie de concrete acties beschrijft die zij in de loop van het komende jaar zal ondernemen om de opdracht waarvoor zij is erkend te vervullen;

9° "aanvrager": een vereniging die strijdt voor de gendergelijkheid en die de erkenning aanvraagt voor een door dit koninklijk besluit bedoelde opdracht.

HOOFDSTUK 2. — Erkenning

Art. 2. § 1. Het Instituut erkent verenigingen die strijden voor de gendergelijkheid met het oog op het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in de artikelen 4 tot 8 wat de aangelegenheden betreft die onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen.

Een vereniging kan niet meer dan één van de in dit hoofdstuk genoemde erkenningen ontvangen.

De verenigingen die deze erkenning hebben verkregen, kunnen jaarlijks bij het Instituut een subsidieringsaanvraag indienen met het oog op de uitvoering van de opdrachten waarvoor zij een erkenning hebben verkregen, volgens de modaliteiten van dit besluit.

De erkenning is vijf jaar geldig.

§ 2. Het Instituut lanceert een oproep tot kandidaatstelling om potentiële kandidaten in te lichten over de erkenningsprocedure.

Deze oproep wordt om de vijf jaar gelanceerd, wat overeenkomt met een erkenningscyclus.

De eerste erkenningscyclus vangt aan op 1 januari 2024 en eindigt op 31 december 2028.

Het Instituut publiceert de oproep tot kandidaatstelling uiterlijk zes maanden voor het begin van de betreffende erkenningscyclus.

Art. 3. Om de erkenning te verkrijgen, moet de aanvrager op cumulatieve wijze voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° een vereniging zijn die is opgericht onder de vorm van een Belgische vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van 23 maart 2019;

2° être une association qui lutte pour l'égalité des genres, au sens de l'article 1^{er}, 3° ;

3° ne pas comprendre, pour plus de la moitié de son Conseil d'Administration, des membres titulaires d'un mandat de parlementaire européen, de député ou de sénateur, de membre d'un Parlement de communauté ou de région, d'un conseil provincial, d'un conseil communal, d'un conseil de l'action sociale, ainsi que des membres d'un cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat, d'un gouvernement ou d'un exécutif national, communautaire, régional, d'un cabinet de bourgmestre ou d'échevin ou d'un député permanent ;

4° compter, au moment de l'introduction de la demande d'agrément, au moins trois ans d'activités pertinentes en vue des missions pour lesquelles l'association demande l'agrément, ou trois ans d'activités de ses membres pour une association qui n'existe pas encore depuis trois ans ;

5° tenir une comptabilité régulière et avoir un plan financier, un compte de résultat et un bilan démontrant que l'organisation est capable de fonctionner à l'équilibre ou avec un solde positif ;

6° avoir un but désintéressé qui s'inscrit dans les missions énumérées aux articles 4 à 8 pour lesquelles l'association demande l'agrément ;

7° Les statuts de l'association font référence aux missions pour lesquelles l'association a été agréée ;

Art. 4. L'Institut agréé dix coalitions dont les champs d'action recouvrent au moins une des thématiques suivantes :

- 1° genres et santé ;
- 2° genres et justice ;
- 3° genres et indépendance socio-économique ;
- 4° genres et migration ;
- 5° égalité des genres.

Sans préjudice des conditions générales de l'article 3, l'association qui veut obtenir l'agrément doit démontrer être capable de rassembler au moins 5 organisations ayant prévu dans leurs statuts de lutter pour l'égalité des genres ;

La décision d'agrément est prise en tenant compte des éléments suivants :

1° la capacité du demandeur de réaliser au moins les tâches suivantes :

- a) rassembler des organisations autour du thème spécifique de la coalition ;
- b) organiser la mise en commun de l'expertise au niveau national autour du thème spécifique de la coalition ;
- c) représenter les intérêts des groupes cibles dans le cadre du thème de la coalition ;
- d) informer et sensibiliser le public plus large autour du thème de la coalition ;

2° la capacité du demandeur à travailler en réseau sur l'ensemble du pays ;

3° la qualité et la pertinence du projet de programme stratégique établi pour réaliser la mission ;

4° la capacité du demandeur à réaliser le programme stratégique.

L'équilibre de la représentativité au niveau géographique, linguistique, thématique et des différents groupes cibles représentés sera pris en compte lors de la décision d'attribution d'agrément.

Art. 5. L'Institut agréé une association qui vise à garantir la conservation des archives de l'histoire des femmes et de la politique de l'égalité des genres, y compris le domaine des droits des personnes transgenres et des personnes intersexes en Belgique et de valoriser cette histoire.

La décision d'agrément est prise en tenant compte des éléments suivants :

1° la capacité du demandeur de réaliser au moins les tâches suivantes :

- a) garantir la conservation des archives de l'histoire des femmes et de l'égalité des genres, y inclus les mouvements féministes, de personnes transgenres et de personnes intersexes en Belgique ;
- b) apporter un soutien logistique d'archivage aux associations œuvrant pour l'égalité des genres ;
- c) mettre les archives à disposition du public ;

2° een vereniging zijn die strijdt voor de gendergelijkheid, zoals omschreven in artikel 1, 3°;

3° niet voor meer dan de helft van zijn raad van bestuur bestaan uit leden van het Europees Parlement, parlementsleden of senatoren, leden van een Gemeenschaps- of Gewestparlement, provincieraden, gemeenteraden, raden voor maatschappelijk welzijn, of leden van het kabinet van een minister of staatssecretaris, van een regering of van een nationaal, communautair of gewestelijk uitvoerende macht, van het kabinet van een burgemeester of schepen of van een vast parlementslid;

4° op het moment van de indiening van de erkenningsaanvraag, ten minste drie jaar van activiteiten voorleggen die relevant zijn met het oog op de opdrachten waarvoor de vereniging de erkenning aanvraagt, of drie jaar van activiteiten van haar leden voor een vereniging die nog geen drie jaar bestaat;

5° een regelmatige boekhouding voeren en over een financieel plan, een resultatenrekening en een balans beschikken waaruit blijkt dat de organisatie in staat is kostendekkend of met een positief saldo te werken;

6° een belangeloos doel hebben dat aansluit op de opdrachten opgesomd in de artikelen 4 tot 8 waarvoor de vereniging de erkenning aanvraagt;

7° De statuten van de vereniging verwijzen naar de opdrachten waarvoor de vereniging is erkend;

Art. 4. Het Instituut erkent tien coalities waarvan de actiegebieden ten minste een van de volgende thema's bestrijken:

- 1° gender en gezondheid;
- 2° gender en justitie;
- 3° gender en sociaal-economische onafhankelijkheid;
- 4° gender en migratie;
- 5° gendergelijkheid.

Onverminderd de algemene voorwaarden van artikel 3 moet de vereniging die de erkenning wil verkrijgen, aantonen in staat te zijn ten minste vijf organisaties te verenigen, die in hun statuten hebben opgenomen om te strijden voor gendergelijkheid;

De erkenningsbeslissing wordt genomen, rekening houdend met de volgende elementen:

1° de bekwaamheid van de aanvrager om ten minste de volgende taken uit te voeren:

- a) verenigen van organisaties rond het specifieke thema van de coalitie;
- b) organiseren van de bundeling van de expertise op nationaal niveau rond het specifieke thema van de coalitie;
- c) de belangen van de doelgroepen vertegenwoordigen in het kader van het thema van de coalitie;
- d) het brede publiek inlichten en bewustmaken omtrent het thema van de coalitie;

2° de bekwaamheid van de aanvrager om in het hele land te netwerken;

3° de kwaliteit en de relevantie van het ontwerp van strategisch programma dat is opgesteld om de opdracht uit te voeren;

4° de bekwaamheid van de aanvrager om het strategisch programma uit te voeren.

Bij de beslissing over erkenning wordt rekening gehouden met de representativiteit in termen van geografie, taal, thema's en de verschillende doelgroepen die vertegenwoordigd zijn.

Art. 5. Het Instituut erkent een vereniging die het behoud van de archieven van de geschiedenis van vrouwen en van het gendergelijkheidsbeleid, met inbegrip van het gebied van de rechten van transgender personen en intersekse personen in België beoogt te vrijwaren en deze geschiedenis te opwaarderen.

De erkenningsbeslissing wordt genomen, rekening houdend met de volgende elementen:

1° de bekwaamheid van de aanvrager om ten minste de volgende taken uit te voeren:

- a) het behoud van de archieven van de geschiedenis van vrouwen en van de gendergelijkheid, met inbegrip van de vrouwenbewegingen, transgender personen en intersekse personen in België te vrijwaren;
- b) een logistieke archiveringssteun verlenen aan de verenigingen die zich inzetten voor de gendergelijkheid;
- c) de archieven ter beschikking stellen van het publiek;

2° la capacité du demandeur d'assurer un soutien uniforme pour l'ensemble de la Belgique et une collaboration entre les différentes communautés linguistiques ;

3° la qualité et la pertinence du projet de programme stratégique établi pour réaliser la mission ;

4° la capacité du demandeur à réaliser le programme stratégique proposé.

Art. 6. L'Institut agréé deux organisations travaillant ensemble sur le rassemblement et la mise à disposition commune de documentations et d'expertises via un système numérique dans le domaine de l'égalité des genres, y compris le domaine des droits des personnes transgenres et des personnes intersexes.

La décision d'agrément est prise en tenant compte des éléments suivants :

1° la capacité des demandeurs de réaliser ensemble au moins les tâches suivantes :

a) rassembler la documentation avec une priorité pour les thématiques abordées dans les coalitions prévues à l'article 4 ;

b) produire des documents informatifs concernant l'égalité des genres avec priorité pour les thématiques abordées dans les coalitions prévues à l'article 4 ;

c) mettre la documentation rassemblée et produite à disposition du public ;

d) organiser une journée commune chaque année pour présenter la documentation à l'ensemble de la société civile.

2° la qualité et la pertinence du projet de programme stratégique établi pour réaliser la mission ;

3° la capacité des demandeurs à réaliser le programme stratégique proposé ;

4° la capacité des demandeurs de couvrir ensemble la Belgique dans son entièreté.

Art. 7. L'Institut agréé une association qui vise au rassemblement des chercheurs dans le domaine des études de genre et la mise à disposition des informations dans le domaine d'études de genre, y compris le domaine des droits des personnes transgenres et des personnes intersexes.

La décision d'agrément est prise en tenant compte des éléments suivants :

1° la capacité du demandeur de réaliser au moins les tâches suivantes :

a) mise en réseau des académiques travaillant sur le genre ;

b) soutien au développement de réseaux et contacts entre le monde académique et le monde associatif ;

c) promotion et diffusion des initiatives sur la thématique des études de genre.

2° la capacité du demandeur d'assurer un soutien uniforme pour l'ensemble de la Belgique et une collaboration entre les différentes communautés linguistiques ;

3° la qualité et la pertinence du projet de programme stratégique ;

4° la capacité du demandeur à réaliser le programme stratégique proposé.

Art. 8. L'Institut agréé une association qui vise à garantir au-delà des barrières linguistiques un lieu de rencontre, de rassemblement et soutien aux organisations œuvrant pour l'égalité des genres, y compris les thématiques des personnes transgenres et des personnes intersexes.

La décision d'agrément est prise en tenant compte des éléments suivants :

1° la capacité du demandeur de réaliser au moins les tâches suivantes :

a) organiser la mise à disposition de locaux aux organisations œuvrant pour l'égalité des genres ;

b) fournir la possibilité aux organisations œuvrant pour l'égalité des genres d'établir leur siège social à cet endroit ;

c) apporter du soutien logistique aux associations au niveau bâtiment, ICT, fonctionnement ;

d) mettre à disposition des salles pour l'organisation de réunions et de conférences sur l'égalité des genres ;

2° de bekwaamheid van de aanvrager om een uniforme steun voor heel België en een samenwerking tussen de verschillende taalgemeenschappen te verzekeren;

3° de kwaliteit en de relevantie van het ontwerp van strategisch programma dat is opgesteld om de opdracht uit te voeren;

4° de bekwaamheid van de aanvrager om het voorgestelde strategisch programma uit te voeren.

Art. 6. Het Instituut erkent twee organisaties die samenwerken aan het verzamelen en gezamenlijk aanbieden van documentatie en expertises via een digitaal systeem op het gebied van gendergelijkheid met inbegrip van het gebied van de rechten van transgender personen en intersekse personen.

De erkenningsbeslissing wordt genomen, rekening houdend met de volgende elementen:

1° de bekwaamheid van de aanvragers om samen ten minste de volgende taken uit te voeren:

a) documentatie verzamelen met prioriteit voor thema's die aan bod komen in de in artikel 4 bedoelde coalities;

b) informatieve documenten inzake gendergelijkheid produceren, waarbij prioriteit wordt gegeven aan de thema's die aan bod komen in de in artikel 4 bedoelde coalities;

c) de verzamelde en geproduceerde documentatie ter beschikking stellen van het publiek;

d) elk jaar een gezamenlijke dag organiseren om de documentatie aan het geheel van het maatschappelijk middenveld te presenteren.

2° de kwaliteit en de relevantie van het ontwerp van strategisch programma dat is opgesteld om de opdracht uit te voeren;

3° de bekwaamheid van de aanvragers om het voorgestelde strategisch programma uit te voeren;

4° de bekwaamheid van de aanvragers om samen heel België te bestrijken.

Art. 7. Het Instituut erkent een vereniging die de vereniging van onderzoekers in het domein van genderstudies en de terbeschikkingstelling van informatie over het domein van genderstudies beoogt, met inbegrip van het domein van de rechten van transgender personen en intersekse personen.

De erkenningsbeslissing wordt genomen, rekening houdend met de volgende elementen:

1° de bekwaamheid van de aanvrager om ten minste de volgende taken uit te voeren:

a) in netwerken samenbrengen van de academici die het gender bestuderen;

b) de ontwikkeling van netwerken en contacten tussen de academische wereld en het verenigingsleven ondersteunen;

c) bevordering en verspreiding van de initiatieven over de thematiek van de genderstudies.

2° de bekwaamheid van de aanvrager om een uniforme steun voor heel België en een samenwerking tussen de verschillende taalgemeenschappen te verzekeren;

3° de kwaliteit en de relevantie van het ontwerp van strategisch programma;

4° de bekwaamheid van de aanvrager om het voorgestelde strategisch programma uit te voeren.

Art. 8. Het Instituut erkent een vereniging die over de taalgrenzen heen beoogt in te staan voor een ontmoetings- en verenigingsplaats voor en steun aan de organisaties die zich inzetten voor de gendergelijkheid, met inbegrip van de thematieken van transgender personen en intersekse personen.

De erkenningsbeslissing wordt genomen, rekening houdend met de volgende elementen:

1° de bekwaamheid van de aanvrager om ten minste de volgende taken uit te voeren:

a) organiseren van de terbeschikkingstelling van lokalen aan de organisaties die zich inzetten voor de gendergelijkheid;

b) de mogelijkheid bieden aan organisaties die zich inzetten voor de gendergelijkheid om er hun maatschappelijke zetel te vestigen;

c) verlenen van logistieke steun aan de verenigingen op het vlak van gebouw, ICT, werking;

d) ter beschikking stellen van zalen voor de organisatie van vergaderingen en conferenties over gendergelijkheid;

e) organiser des séances d'information et d'appui concernant le fonctionnement et l'organisation effectifs et efficaces pour les associations et collectifs œuvrant pour l'égalité des genres en Belgique.

2° la capacité du demandeur d'assurer un soutien uniforme pour l'ensemble de la Belgique et une collaboration entre les différentes communautés linguistiques ;

3° la qualité et la pertinence du projet de programme stratégique établi pour réaliser la mission ;

4° la capacité du demandeur à réaliser le programme stratégique proposé.

Art. 9. La demande d'agrément est introduite selon les modalités suivantes :

1° elle est introduite auprès de l'Institut durant l'année précédant la première année du cycle d'agrément concerné, selon les délais contenus dans l'appel à candidatures visé à l'article 2, § 2 ;

2° elle comprend toutes les pièces justificatives prouvant que les conditions visées à l'article 3 sont remplies, en ce compris un dossier reprenant un aperçu des activités du demandeur en lien avec la politique fédérale de lutte contre les inégalités des genres ;

3° elle comprend un projet de programme stratégique.

Art. 10. § 1^{er}. L'Institut statue sur la demande d'agrément dans le cadre des conditions présentées dans l'appel à candidatures.

Si le dossier est jugé incomplet, l'Institut en informe le demandeur et fixe le délai dans lequel il doit compléter sa demande. Un nouveau délai de quinze jours pour traiter la demande prend cours dès que l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes reçoit les informations complétant le dossier.

§ 2. Si aucun agrément ne peut être octroyé parmi les demandes d'agrément recevables pour une des missions visées aux articles 4 à 8, la procédure visée à l'article 9 et au premier paragraphe du présent article peut être relancée pour la mission non-agrécée.

Par dérogation à l'article 9, 1°, les demandes d'agrément sont introduites au plus tard 30 jours ouvrables après la décision de l'Institut de ne pas agréer une organisation pour une des missions visées aux articles 4 à 8.

Art. 11. L'Institut envoie la décision octroyant ou refusant l'agrément au demandeur par courrier recommandé.

CHAPITRE 3. — *Subsides annuels*

Art. 12. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, l'Institut accorde annuellement un subside aux associations qui ont reçu l'agrément.

Ce subside a pour objectif de soutenir financièrement les frais de fonctionnement annuels liés à l'exécution d'un programme de travail relatif aux missions pour lesquelles l'association a été agréée. Ces frais couvrent notamment :

1° les frais de loyer, de charges locatives et d'entretien des bâtiments utilisés ;

2° les frais de personnel ainsi que les coûts inhérents à l'engagement et à la gestion de personnel ;

3° les frais de mission et de déplacement ;

4° les frais de formation ;

5° les frais de gestion administrative et comptable ;

6° les frais de bureautique et d'informatique ;

7° les frais de logistique, de communication et d'équipement de bureau.

La période couverte par un subside prend cours le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année concernée.

Le subside ne peut pas couvrir des frais déjà couverts par une autre forme de subventionnement.

Art. 13. § 1^{er}. L'Institut lance annuellement un appel à subventions afin d'informer les associations agréées sur la procédure de subvention.

L'Institut lance l'appel à subventions au plus tard 6 mois avant la fin de l'année qui précède l'année à subventionner.

e) organiseren van informatie- en ondersteuningsessies over de effectieve en efficiënte werking en organisatie van verenigingen en collectieven die zich inzetten voor de gelijkheid van mannen en vrouwen in België.

2° de bekwaamheid van de aanvrager om een uniforme steun voor heel België en een samenwerking tussen de verschillende taalgemeenschappen te verzekeren;

3° de kwaliteit en de relevantie van het ontwerp van strategisch programma dat is opgesteld om de opdracht uit te voeren;

4° de bekwaamheid van de aanvrager om het voorgestelde strategische programma uit te voeren.

Art. 9. De erkenningsaanvraag wordt ingediend volgens de volgende modaliteiten:

1° ze wordt ingediend bij het Instituut tijdens het jaar dat het eerste jaar van de betrokken erkenningscyclus voorafgaat, volgens de termijnen opgenomen in de oproep tot kandidaatstelling bedoeld in artikel 2, § 2;

2° ze omvat alle bewijsstukken waaruit blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden vermeld in artikel 3, waaronder een dossier met een overzicht van de activiteiten van de aanvrager die verband houden met het federale beleid inzake het federale beleid ter bestrijding van de genderongelijkheden;

3° ze omvat een ontwerp van strategisch werkprogramma.

Art. 10. § 1. Het Instituut beslist over de erkenningsaanvraag binnen het kader van de voorwaarden voorgesteld in de oproep tot kandidaatstelling.

Indien het dossier onvolledig wordt geacht, brengt het Instituut de aanvrager hiervan op de hoogte en stelt een termijn vast waarbinnen de aanvraag moet worden aangevuld. Een nieuwe termijn van vijftien dagen voor de behandeling van de aanvraag vangt aan zodra het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen de informatie ter aanvulling van het dossier ontvangt.

§ 2. Indien uit de ontvankelijke erkenningsaanvragen voor een van de in de artikelen 4 tot en met 8 bedoelde opdrachten geen enkele erkenning kan worden toegekend, kan de in artikel 9 en in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde procedure worden heropgestart voor de onvoltooide opdracht.

In afwijking van artikel 9, 1° worden erkenningsaanvragen ingediend uiterlijk 30 dagen na de beslissing van het Instituut om een organisatie niet te erkennen voor een van de opdrachten bedoeld in de artikelen 4 tot 8.

Art. 11. Het Instituut verzendt de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning per aangetekend schrijven aan de aanvrager.

HOOFDSTUK 3. — *Jaarlijkse subsidies*

Art. 12. Binnen de grenzen van de beschikbare budgettaire kredieten kent het Instituut jaarlijks een subsidie toe aan de verenigingen die de erkenning verkregen hebben.

De subsidie is bedoeld ter financiële ondersteuning van de jaarlijkse werkingskosten gelinkt aan de uitvoering van een werkprogramma dat verband houdt met de missies waarvoor de vereniging erkent is. Deze kosten omvatten met name:

1° de kosten voor de huur, de huurlasten en het onderhoud van de gebouwen;

2° de personeelskosten en de kosten voor de aanwerving van personeel en voor het personeelsbeheer;

3° de missiekosten en reiskosten;

4° de kosten voor opleiding;

5° de kosten voor administratief en boekhoudkundig beheer;

6° de kantoor- en informaticakosten;

7° de kosten inzake logistiek, communicatie en kantooruitrusting.

Een subsidieperiode begint op 1 januari en eindigt op 31 december van het betrokken jaar.

De subsidie mag geen kosten dekken die reeds gedekt zijn door een andere vorm van subsidiëring.

Art. 13. § 1. Het Instituut lanceert jaarlijks een oproep tot subsidies om de erkende verenigingen in te lichten over de subsidieprocedure.

Het Instituut lanceert de oproep tot subsidies uiterlijk 6 maanden voor het einde van het jaar voorafgaand aan het te subsidiëren jaar.

L'Institut détermine dans l'appel à subventions les modalités et le délai dans lesquels les demandes de subventions doivent être introduites.

Dans le cadre de la concrétisation de la mise en œuvre des missions mentionnées aux articles 4 à 8, l'Institut détermine dans l'appel à subventions les priorités que les associations agréées doivent prendre en compte dans leurs programmes de travail pour l'année à venir.

§ 2. Pour les associations visées à l'article 4, le programme de travail doit contenir au moins les éléments suivants :

1° comment l'association agréée mettra en œuvre les tâches mentionnées à l'article 4, troisième alinéa, 1° ;

2° comment l'association agréée suivra les politiques fédérales et internationales autour du thème pour lequel l'association a été agréée ;

3° comment l'association agréée suivra les évolutions et instruments internationaux liés au thème en question ;

4° comment l'association agréée assurera un point de contact entre les associations membres et l'Institut ;

5° comment l'association agréée accordera une attention particulière à la violence basée sur le genre en mettant en œuvre la mission.

§ 3. Pour l'association visée à l'article 5, le programme de travail doit contenir au moins les éléments suivants :

1° comment l'association agréée mettra en œuvre les tâches mentionnées à l'article 5, deuxième alinéa, 1° ;

2° comment l'association agréée organisera la valorisation des archives ;

3° comment l'association agréée organisera des événements mettant en avant l'histoire des femmes et des mouvements de l'égalité des genres ;

4° comment l'association agréée accordera une attention particulière à la violence basée sur le genre en mettant en œuvre la mission.

§ 4. Pour les associations visées à l'article 6, le programme de travail doit contenir au moins les éléments suivants :

1° comment les associations agréées mettront en œuvre les tâches mentionnées à l'article 6, deuxième alinéa, 1° ;

2° comment les associations agréées mettront à disposition du public des informations sur la thématique ;

3° comment les associations agréées accorderont une attention particulière à la violence fondée sur le genre en mettant en œuvre la mission ;

4° comment les associations agréées organiseront au minimum un événement annuel en collaboration avec la société civile afin de présenter leurs nouvelles documentations.

§ 5. Pour l'association visée à l'article 7, le programme de travail doit contenir au moins les éléments suivants :

1° comment l'association agréée mettra en œuvre les tâches mentionnées à l'article 7, deuxième alinéa, 1° ;

2° comment l'association agréée organisera des journées d'échanges sur le monde académique et la politique de l'égalité des genres, y compris la thématique de l'égalité des femmes et des hommes, des droits des femmes et celle des droits des personnes transgenre et intersexe dans le monde académique ;

3° comment l'association agréée accordera une attention particulière à la violence fondée sur le genre en mettant en œuvre la mission.

§ 6. Pour l'association visée à l'article 8, le programme de travail doit contenir au moins les éléments suivants :

1° comment l'association agréée mettra en œuvre les tâches mentionnées à l'article 8, deuxième alinéa, 1° ;

2° comment l'association agréée stimulera des rencontres pour les associations œuvrant pour l'égalité des genres.

Art. 14. Pour obtenir le subside visé à l'article 13, l'association qui a reçu l'agrément pour une mission visée aux articles 4 à 8, fait une demande selon les modalités prévues dans l'appel à subventions de l'article 13.

La demande de subside comprend les informations suivantes :

1° une copie de la décision de l'Institut d'octroi de l'agrément visé à l'article 10, § 1^{er} ;

2° le montant sollicité pour le subside structurel ;

3° le projet de programme de travail pour l'année à subventionner ;

4° le budget prévisionnel pour l'année à subventionner.

Het Instituut bepaalt in de oproep tot subsidies de modaliteiten en de termijn waarbinnen de subsidieaanvragen moeten worden ingediend.

In het kader van de concretisering van de uitvoering van de in de artikelen 4 tot 8 vermelde opdrachten, bepaalt het Instituut in de oproep tot subsidies de prioriteiten waarmee de erkende verenigingen in hun werkprogramma's voor het komende jaar rekening moeten houden.

§ 2. Voor de in artikel 4 bedoelde verenigingen moet het werkprogramma ten minste de volgende elementen bevatten:

1° hoe de erkende vereniging de in artikel 4, derde lid, 1° vermelde taken zal uitvoeren;

2° hoe de erkende vereniging het federaal en internationaal beleid omtrent het thema waarvoor de vereniging is erkend, zal volgen;

3° hoe de erkende vereniging de internationale ontwikkelingen en instrumenten in verband met het betrokken thema zal volgen;

4° hoe de erkende vereniging een contactpunt tussen de lidverenigingen en het Instituut zal waarnemen;

5° hoe de erkende vereniging bij de uitvoering van de opdracht een bijzondere aandacht zal besteden aan het gendergerelateerd geweld.

§ 3. Voor de in artikel 5 bedoelde vereniging moet het werkprogramma ten minste de volgende elementen bevatten:

1° hoe de erkende vereniging de in artikel 5, tweede lid, 1° vermelde taken zal uitvoeren;

2° hoe de erkende vereniging de valorisatie van de archieven zal organiseren;

3° hoe de erkende vereniging evenementen zal organiseren die de geschiedenis van vrouwen en gendergelijkheidsbewegingen in de kijker zetten;

4° hoe de erkende vereniging bij de uitvoering van de opdracht een bijzondere aandacht zal besteden aan het gendergerelateerd geweld.

§ 4. Voor de in artikel 6 bedoelde verenigingen moet het werkprogramma ten minste de volgende elementen bevatten:

1° hoe de erkende verenigingen de in artikel 6, tweede lid, 1° vermelde taken zullen uitvoeren;

2° hoe de erkende verenigingen informatie over de thematiek ter beschikking van het publiek zullen stellen;

3° hoe de erkende verenigingen bij de uitvoering van de opdracht een bijzondere aandacht zullen besteden aan het gendergerelateerd geweld;

4° hoe de erkende verenigingen minstens één jaarlijks evenement zullen organiseren in samenwerking met de civiele maatschappij om hun nieuwe documentatie voor te stellen.

§ 5. Voor de in artikel 7 bedoelde vereniging moet het werkprogramma ten minste de volgende elementen bevatten:

1° hoe de erkende vereniging de in artikel 7, tweede lid, 1° vermelde taken zal uitvoeren;

2° hoe de erkende vereniging uitwisselingsdagen zal organiseren over de academische wereld en het gendergelijkheidsbeleid, met inbegrip van de thematiek van de gelijkheid van vrouwen en mannen en die van de rechten van vrouwen en transgender en intersexe personen in de academische wereld;

3° hoe de erkende vereniging bij de uitvoering van de opdracht een bijzondere aandacht zal besteden aan het gendergerelateerd geweld.

§ 6. Voor de in artikel 8 bedoelde vereniging moet het werkprogramma ten minste de volgende elementen bevatten:

1° hoe de erkende vereniging de in artikel 8, tweede lid, 1° vermelde taken zal uitvoeren;

2° hoe de erkende vereniging bijeenkomsten voor de verenigingen die zich inzetten voor de gendergelijkheid zal aansporen.

Art. 14. Om de in artikel 13 bedoelde subsidie te verkrijgen, doet de vereniging die de erkenning heeft gekregen voor een van de in de artikelen 4 tot 8 bedoelde opdrachten een aanvraag volgens de in de oproep tot subsidies van artikel 13 bepaalde modaliteiten.

De subsidieaanvraag bevat de volgende informatie:

1° een kopie van de beslissing van het Instituut tot toekenning van de erkenning bedoeld in artikel 10, § 1;

2° het gevraagde structurele subsidiebedrag;

3° het ontwerp van werkprogramma voor het subsidiejaar;

4° het geraamde budget voor het subsidiejaar.

Art. 15. L'Institut statue sur la demande de subside, dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande.

L'Institut tient compte des éléments suivants :

- 1° la qualité générale du programme de travail pour l'année ;
- 2° la capacité du demandeur à réaliser le programme de travail pour l'année à subventionner ;
- 3° le caractère réaliste du budget prévisionnel, lié à l'année à subventionner ;
- 4° la mesure dans laquelle le demandeur a dûment réalisé les programmes de travail antérieurs.

Art. 16. § 1^{er}. En cas d'octroi de subside annuel, l'Institut décide du montant qui sera octroyé, dans les limites du budget disponible. Le montant du subside est déterminé en prenant en considération le montant sollicité par le demandeur ainsi que son projet de programme de travail.

§ 2. Sans préjudice au premier paragraphe, pour les associations visées à l'article 4, premier alinéa, 1°, le subside octroyé est d'un montant minimal de 90.000 euros, sauf si le montant sollicité par le demandeur est inférieur.

Sans préjudice au premier paragraphe, pour l'association visée à l'article 5, le subside octroyé est d'un montant minimal de 180.000 euros, sauf si le montant sollicité par le demandeur est inférieur.

Sans préjudice au premier paragraphe, pour les associations visées à l'article 6, le subside octroyé est d'un montant minimal de 90.000 euros par organisation, sauf si le montant sollicité par le demandeur est inférieur.

Sans préjudice au premier paragraphe, pour l'association visée à l'article 7, le subside octroyé est d'un montant minimal de 120.000 euros, sauf si le montant sollicité par le demandeur est inférieur.

Sans préjudice au premier paragraphe, pour l'association visée à l'article 8, le subside octroyé est d'un montant minimal de 400.000 euros sauf si le montant sollicité par le demandeur est inférieur.

§ 3. Le financement visé au présent article est adapté chaque année en tenant compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de juin de chaque année, calculé et nommé à cet effet conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

L'indice de base est celui du mois de juin.

Toute augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de base. Les montants indexés sont exigibles à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année où l'adaptation a été effectuée.

Art. 17. L'Institut envoie la décision octroyant ou refusant le subside à l'association agréée par courrier recommandé.

CHAPITRE 4. — *Supervision et sanctions*

Art. 18. L'association agréée fournit à l'Institut un rapport annuel spécifique sur la réalisation de l'ensemble des éléments suivants :

- 1° la mise en œuvre par l'association agréée du programme stratégique ;
- 2° la mise en œuvre par l'association agréée du programme de travail ;
- 3° l'utilisation par l'association des subventions octroyées.

Le rapport visé au premier alinéa est remis à l'Institut selon les modalités prévues dans le protocole conclu entre l'Institut et l'association subventionnée.

Art. 19. Si une association ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle fait preuve d'une déficience grave dans l'exécution ou la justification de ses activités et l'utilisation de ses subventions, l'Institut adresse à cette association un avertissement par courrier recommandé.

Dans cet avertissement, l'Institut indique les déficiences constatées qui doivent être remédiées ainsi que le délai pour le faire.

Art. 15. Het Instituut beslist over de subsidieaanvraag binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum van de ontvangst van de aanvraag.

Het Instituut houdt rekening met de volgende elementen:

- 1° de algemene kwaliteit van de ingediende subsidieaanvraag;
- 2° de capaciteit van de aanvrager om het werkprogramma voor het te subsidiëren jaar uit te voeren;
- 3° de haalbaarheid van het geraamde budget, met betrekking tot het subsidiejaar;
- 4° de mate waarin de aanvrager eerdere werkprogramma's naar behoren heeft verwezenlijkt.

Art. 16. § 1. Ingeval de jaarlijkse subsidie wordt toegekend, beslist het Instituut over het bedrag dat zal worden toegekend, binnen de grenzen van de beschikbare begroting. Het bedrag van de subsidie wordt bepaald met inachtneming van het door de aanvrager gevraagde bedrag alsmede zijn ontwerp van werkprogramma.

§ 2. Onverminderd de eerste paragraaf, belooft de toegekende subsidie voor de vereniging bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1° tot een minimumbedrag van 90.000 euro, behoudens wanneer het door de aanvrager gevraagde bedrag lager is.

Onverminderd de eerste paragraaf, belooft de toegekende subsidie voor de vereniging bedoeld in artikel 5, tot een minimumbedrag van 180.000 euro, behoudens wanneer het door de aanvrager gevraagde bedrag lager is.

Onverminderd de eerste paragraaf, belooft de toegekende subsidie voor de vereniging bedoeld in artikel 6, tot een minimumbedrag van 90.000 euro per organisatie, behoudens wanneer het door de aanvrager gevraagde bedrag lager is.

Onverminderd de eerste paragraaf, belooft de toegekende subsidie voor de verenigingen bedoeld in artikel 7, tot een minimumbedrag van 120.000 euro, behoudens wanneer het door de aanvrager gevraagde bedrag lager is.

Onverminderd de eerste paragraaf, belooft de toegekende subsidie voor de vereniging bedoeld in artikel 8, tot een minimumbedrag van 400.000 euro, behoudens wanneer het door de aanvrager gevraagde bedrag lager is.

§ 3. De in dit artikel bedoelde financiering wordt elk jaar aangepast rekening houdend met de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand juni van elk jaar, die daartoe wordt berekend en benoemd overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's landsconcurrentievermogen.

Het basisindexcijfer is dat van de maand juni.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer brengt een verhoging of verlaging van de bedragen met zich mee, overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het basisindexcijfer. De geïndexeerde bedragen zijn opeisbaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de aanpassing is uitgevoerd.

Art. 17. Het Instituut verzendt de beslissing tot toekenning of weigering van de subsidie per aangetekend schrijven aan de erkende vereniging.

HOOFDSTUK 4. — *Toezicht en sancties*

Art. 18. De erkende vereniging verschaft het Instituut een specifiek jaarverslag over de uitvoering van alle onderstaande elementen:

- 1° de uitvoering van het strategisch programma door de erkende vereniging;
- 2° de uitvoering van het werkprogramma door de erkende vereniging;
- 3° het gebruik van de toegekende subsidies door de vereniging.

Het in het eerste lid bedoelde verslag wordt overeenkomstig de bepalingen uit het protocol tussen het Instituut en de gesubsidieerde vereniging aan het Instituut overgemaakt.

Art. 19. Indien een vereniging niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden of blijkt geeft van een ernstige tekortkoming in de uitvoering of de verantwoording van haar activiteiten en het gebruik van haar subsidies, richt het Instituut per aangetekend schrijven een waarschuwing aan deze vereniging.

In deze waarschuwing geeft het Instituut de vastgestelde tekortkomingen aan die moeten worden verholpen alsmede de termijn waarbinnen dit moet gebeuren.

L'association peut faire valoir son point de vue par courrier recommandé endéans le délai fixé par l'Institut et peut demander à être auditionnée.

Art. 20. Si, à l'expiration du délai visé à l'article 19, l'association agréée n'a pas remédié aux déficiences visées à l'article 19, l'Institut peut prendre les sanctions suivantes :

- 1° réduire ou récupérer les subventions mentionnées à l'article 12 ;
- 2° ordonner la suspension de l'agrément, pendant laquelle l'association ne reçoit aucune subvention telle que mentionnée à l'article 12 ;
- 3° retirer l'agrément.

L'Institut envoie la décision d'imposer une des sanctions visées au premier paragraphe à l'association agréée par courrier recommandé.

Si une décision de retrait telle que mentionnée au premier paragraphe, 3°, est prise, la procédure mentionnée aux articles 9 et 10 peut être relancée pour la mission vacante. Par dérogation à l'article 9, alinéa 1, 1°, les demandes d'agrément sont introduites au plus tard 60 jours après la décision de l'Institut de retirer l'agrément.

CHAPITRE 5. — Dispositions transitoires

Art. 21. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 2, § 2, alinéa 4, pour l'année de subventionnement 2024, l'Institut lance l'appel à candidatures au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

§ 2. Par dérogation aux articles 2, 9, et 14, pour l'année de subventionnement 2024, l'association introduit simultanément une demande d'agrément et une demande de subside.

L'association introduit les demandes d'agrément et de subside selon les délais et les modalités pratiques d'envoi contenus dans l'appel à candidatures lancé après l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

La demande d'agrément satisfait aux modalités décrites à l'article 9. La demande de subside satisfait aux modalités décrites aux articles 13 et 14.

§ 3. L'Institut statue sur la demande d'agrément conformément à l'article 10. Il prend sa décision dans un délai de soixante jours à compter de l'expiration du délai défini au paragraphe deux, second alinéa.

L'Institut statue sur la demande de subside conformément à l'article 15. Il prend sa décision dans un délai de soixante jours à compter de l'expiration du délai de paragraphe deux, second alinéa.

CHAPITRE 6. — Plateforme nationale dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre les violences de genre

Art. 22. Conformément à la Convention d'Istanbul, l'Institut finance une Plateforme nationale représentative de la société civile en vue de la consultation des acteurs de terrain dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de lutte contre les violences basées sur le genre, en particulier dans le cadre de l'exécution du Plan d'action national de lutte contre les violences de genre.

Afin de constituer la Plateforme nationale, l'Institut lance dans les six mois qui suivent l'adoption du Plan d'action national de lutte contre les violences de genre un appel à candidatures pour reconnaître au maximum seize associations pour une durée de cinq ans.

Dans cet appel à candidatures seront notamment mentionnés la procédure de reconnaissance et de recevabilité des candidatures ainsi qu'au moins les critères d'éligibilité suivants :

- 1° être constituées en tant que personne morale sans but lucratif ou d'association de fait ;
- 2° développer leurs actions sur le territoire soit de la région de langue française, soit de la région de langue néerlandaise, soit de la région de langue allemande, soit de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, soit d'une combinaison de deux ou plusieurs de ces régions ;
- 3° avoir dans leurs priorités de travail la lutte contre les violences basées sur le genre ;
- 4° démontrer une expertise en matière de violences basées sur le genre en lien avec le Plan d'action national de lutte contre les violences de genre ;

De vereniging kan binnen de door het Instituut vastgestelde termijn haar standpunt per aangetekend schrijven laten gelden en kan vragen te worden gehoord.

Art. 20. Indien de erkende vereniging bij het verstrijken van de in artikel 19 bedoelde termijn, de in artikel 19 bedoelde tekortkomingen niet heeft verholpen, kan het Instituut de volgende sancties treffen:

- 1° de in artikel 12 vermelde subsidies verminderen of terugvorderen;
- 2° de schorsing van de erkenning bevelen, gedurende welke de vereniging geen enkele subsidies zoals bedoeld in artikel 12 ontvangt;
- 3° de erkenning intrekken.

Het Instituut verzendt de beslissing om een van de in eerste paragraaf bedoelde sancties op te leggen per aangetekend schrijven aan de erkende vereniging.

Indien een beslissing tot intrekking zoals bedoeld in de eerste paragraaf, 3°, wordt genomen, kan de in de artikelen 9 en 10 vermelde procedure voor de onvervulde opdracht worden heropgestart. In afwijking van artikel 9, lid 1, 1° worden erkenningsaanvragen ingediend uiterlijk 60 dagen na de beslissing van het Instituut om de erkenning in te trekken.

HOOFDSTUK 5. — Overgangsbepalingen

Art. 21. § 1. In afwijking van artikel 2, § 2, lid 4 lanceert het Instituut voor het subsidiejaar 2024 de oproep tot kandidaatstelling uiterlijk een maand na de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

§ 2. In afwijking van de artikelen 2, 9 en 14 dient de vereniging voor het subsidiejaar 2024 gelijktijdig een erkenningsaanvraag en een subsidieaanvraag in.

De vereniging dient de erkennings- en subsidieaanvragen in volgens de termijnen en de praktische verzendingsmodaliteiten die zijn opgenomen in de oproep tot kandidaatstelling na de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

De erkenningsaanvraag voldoet aan de in artikel 9 beschreven modaliteiten. De subsidieaanvraag voldoet aan de in de artikelen 13 en 14 beschreven modaliteiten.

§ 3 Het Instituut beslist over de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 10. Het neemt zijn beslissing binnen zestig dagen na het verstrijken van de in lid twee, tweede alinea, bedoelde termijn.

Het Instituut beslist over de subsidieaanvraag overeenkomstig artikel 15. Het neemt zijn beslissing binnen zestig dagen na het verstrijken van de in lid twee, tweede alinea, bedoelde termijn.

HOOFDSTUK 6. — Nationaal platform in het kader van het Nationaal actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld

Art. 22. In overeenstemming met het Verdrag van Istanbul financiert het Instituut een Nationaal Platform dat het maatschappelijk middenveld vertegenwoordigt met het oog op raadpleging van de actoren in het werkveld bij het ontwerp, de uitvoering en de evaluatie van beleid ter bestrijding van gendergerelateerd geweld, met name met name in het kader van de uitvoering van het Nationaal actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld.

Om het Nationaal Platform samen te stellen, lanceert het Instituut binnen zes maanden na de goedkeuring van het Nationaal actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld een oproep tot kandidaatstelling om maximaal zestien verenigingen te erkennen voor een periode van vijf jaar.

Deze oproep tot kandidaatstelling bevat met name de procedure voor het erkennen en aanvaarden van aanvragen, evenals ten minste de volgende erkenningscriteria:

- 1° opgericht zijn als rechtspersoon zonder winstoogmerk of als feitelijke vereniging;
- 2° hun activiteiten ontplooiën in het Franse taalgebied, ofwel het Nederlandse taalgebied, ofwel het Duitse taalgebied, ofwel het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad ofwel een combinatie van twee of meer van deze gebieden;
- 3° de bestrijding van gendergerelateerd geweld als een van hun werkprioriteiten hebben;
- 4° blijk geven van deskundigheid inzake gendergerelateerd geweld in verband met het Nationaal actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld;

5° souscrire aux valeurs et aux principes préconisés par la Convention d'Istanbul.

L'appel à candidatures mentionnera la procédure de sélection dont au moins les critères de sélection suivants :

1° l'association démontre que ses activités de lutte contre les violences basées sur le genre s'inscrivent dans les principes portés par la Convention d'Istanbul ;

2° l'association démontre que ses activités touchent une ou plusieurs formes de violences basées sur le genre visées par le dernier Plan d'action national de lutte contre les violences de genre adopté ;

3° l'association démontre que ses activités touchent un ou plusieurs des groupes cibles concernés par le dernier Plan d'action national de lutte contre les violences de genre adopté. Le fait de développer une approche intersectionnelle peut constituer un atout ;

4° l'association démontre un travail intégré ou une expérience de travail de terrain avec d'autres organisations/partenariats – soit en tant que membre de réseau/coalition/plateforme ou en étant soi-même un réseau. Le fait de permettre une mise en réseau d'acteurs et de secteurs différents actifs dans la lutte contre les violences basées sur le genre peut constituer un atout ;

5° l'association démontre mettre en œuvre des projets sur le territoire de la région de langue française, de la région de langue néerlandaise, de la région de langue allemande et/ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

6° l'association démontre une expérience en matière d'élaboration de recommandations ou d'actions d'interpellations politiques sur les violences basées sur le genre au niveau communal, régional, communautaire et/ou fédéral.

Un montant annuel de 210.000 euros sera consacré au financement de la Plateforme nationale et de ses membres sélectionnés, pour une durée de 5 ans, reconductible, le cas échéant, par le Gouvernement fédéral. L'appel à candidatures mentionnera les modalités de financement.

Le financement visé au présent article est adapté chaque année en tenant compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de juin de chaque année, calculé et nommé à cet effet conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

L'indice de base est celui du mois de juin.

Toute augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de base. Les montants indexés sont exigibles à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année où l'adaptation a été effectuée.

Les associations reconnues auront pour missions les activités et travaux précisés dans l'appel à candidatures pour constituer la Plateforme nationale.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets à partir de la date de sa signature.

Art. 24. Le membre du gouvernement ayant l'Egalité des Genres dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

La Secrétaire d'Etat à l'Egalité des Genres,
à l'Egalité des Chances et à la Diversité,
M.-C. LEROY

5° de waarden en beginselen onderschrijven die door het Verdrag van Istanbul worden bepleit.

In de oproep tot kandidaatstelling wordt de selectieprocedure vermeld, waaronder ten minste de volgende selectiecriteria:

1° de vereniging toont aan dat haar activiteiten ter bestrijding van gendergerelateerd geweld in overeenstemming zijn met de beginselen van het Verdrag van Istanbul;

2° de vereniging toont aan dat haar activiteiten betrekking hebben op een of meer vormen van gendergerelateerd geweld die onder het Nationaal actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld vallen;

3° de vereniging toont aan dat haar activiteiten betrekking hebben op een of meer doelgroepen die onder het Nationaal actieplan ter bestrijding van gendergerelateerd geweld vallen. Het ontwikkelen van een intersectionele aanpak kan een pluspunt vormen;

4° de vereniging geeft blijk van geïntegreerd werk of ervaring met veldwerk met andere organisaties/partnerschappen - hetzij als lid van een netwerk/coalitie/platform, hetzij als netwerk op zichzelf. Het feit dat de vereniging netvorming mogelijk maakt van verschillende actoren en sectoren die actief zijn in de strijd tegen gendergerelateerd geweld, kan een troef zijn;

5° de vereniging toont aan dat ze haar activiteiten ontplooit in het Franse taalgebied, het Nederlandse taalgebied, het Duitse taalgebied en/of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

6° de vereniging geeft blijk van ervaring met het opstellen van aanbevelingen of acties gericht op politieke interpellatie inzake gendergerelateerd geweld op gemeentelijk, gewestelijk, gemeenschaps- en/of federaal niveau.

Een jaarlijks bedrag van 210.000 euro zal worden toegekend om het Nationaal Platform en de geselecteerde leden te financieren, voor een periode van 5 jaar, indien nodig te verlengen door de Federale overheid. De oproep kandidaatstelling zal de financieringsmodaliteiten specificeren.

De in dit artikel bedoelde financiering wordt elk jaar aangepast rekening houdend met de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand juni van elk jaar, die daartoe wordt berekend en benoemd overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's landsconcurrentievermogen.

Het basisindexcijfer is dat van de maand juni.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer brengt een verhoging of verlaging van de bedragen met zich mee, overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het basisindexcijfer. De geïndexeerde bedragen zijn opeisbaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de aanpassing is uitgevoerd.

De erkende verenigingen zullen verantwoordelijk zijn voor de activiteiten en werkzaamheden die zijn gespecificeerd in de oproep tot het indienen van aanvragen om het Nationaal Platform te vormen.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de datum van de ondertekening ervan.

Art. 24. Het lid van de regering dat bevoegd is voor Gendergelijkheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

De Staatssecretaris voor Gendergelijkheid,
Gelijke Kansen en Diversiteit,
M.-C. LEROY